



# LES COMPTES FANTASTIQUES DE LA CHINE

PAR JEAN-CLAUDE CHESNAIS

Directeur de recherches - INED

*Comme tout système complexe, l'administration statistique a besoin de sécurité et de stabilité. Là où le chiffre n'est pas respecté, là où il est soumis à la commande politique, là où celui qui le produit craint pour son avenir, il reflète moins la réalité que l'image que l'on veut en donner. Comme tout régime de parti unique d'inspiration communiste, la Chine souffre donc de l'absence d'une tradition statistique moderne, les secousses politiques ayant très tôt conduit à la disparition de son office central de statistique.*

*Les statistiques chinoises, quelle qu'en soit la nature, sont donc à utiliser avec la plus grande précaution car elles font apparaître des contradictions, des incohérences et des invraisemblances importantes.*

Si, avec près de 1,3 milliard d'habitants, la Chine est le pays le plus peuplé du monde (5,9 milliards), assez loin devant l'Inde (0,99 milliard en 1998), toute précision sur ce comptage administratif est illusoire. Le dernier recensement général de la population (1990) est satisfaisant, mais les enquêtes nationales sur la fécondité qui ont suivi, en 92 et 95 sont, quant à elles, dépourvues de toute fiabilité. Pourtant, qu'y a-t-il de plus simple à dénombrer que des naissances ou des vies humaines ? En réalité, ce n'est pas la multitude chinoise qui fait problème, c'est l'aptitude même des autorités du pays à produire des chiffres qui est en cause. Les statistiques chinoises, quelle qu'en soit la nature, sont à utiliser avec la plus grande précaution. Elles font apparaître des contradictions, des incohérences et des invraisemblances importantes.

### DES OMBRES SUR LES STATISTIQUES CHINOISES



De nombreux éléments justifient le doute. Commençons par les deux plus évidents : l'absence de tradition statistique moderne et les secousses politiques ayant conduit à la fermeture de l'office central de statistique.

Analysons ensuite le cas de la statistique la plus élémentaire : la statistique démographique, pour étendre notre étude à ses prolongements économiques.



---

## L'absence de tradition statistique moderne

---

Les publications statistiques chinoises sont d'une extrême indigence, qu'elles portent sur la période révolutionnaire ou sur les périodes républicaine et impériale, en comparaison de l'abondance et de la diversité des matériaux existant sur l'Inde ou le Japon. La méconnaissance du pays était telle que le premier recensement contemporain (1953) avait produit un résultat supérieur de plus de 100 millions d'habitants au chiffre attendu.

---

## Les chocs politiques et la fermeture des organes statistiques

---

L'histoire de l'organisation statistique chinoise est telle que le pays ne peut prétendre à disposer de séries chronologiques continues. Le bureau central de statistique n'a été créé qu'en 1952 ; il a été dissout lors de la « Révolution Culturelle » (1966-1976) pour ne réapparaître qu'en 1978 ; ses cadres, comme tous les intellectuels, ont été envoyés dans les campagnes pour se « rééduquer » au contact des paysans. Au début des années 1980, ce bureau fonctionnait encore à effectif très réduit, avec peu d'archives et de personnel expérimenté. Aujourd'hui, la place des statisticiens chinois au sein de la communauté internationale demeure toujours minime et discrète, contrastant avec celle de leurs homologues indiens. On dispose de peu d'éléments sur leur formation technique (on peut craindre un retard analogue à celui des autres élites scientifiques : médecins, agronomes, ingénieurs, etc.) et, plus encore, sur leur liberté de manœuvre. L'organigramme et le mode de fonctionnement de l'appareil statistique, de la base au sommet, sont insuffisamment connus, de même que la qualité de la collecte des données (sélection et formation des réseaux d'enquêteurs, contrôle de la fiabilité de l'information). Il n'est pas sûr que le pays dispose d'un personnel suffisamment qualifié et rémunéré pour assurer le bon fonctionnement de l'administration statistique.

---

## Éclipses soviétiques et inconnues démographiques

---

Ces avatars des services statistiques, étroitement liés aux troubles politiques, se reflètent dans le caractère sporadique des publications,

qui n'est pas sans rappeler les aléas de la statistique soviétique. Ainsi, le premier recensement moderne n'a eu lieu qu'en 1982 et les données statistiques sur la production, depuis l'instauration du régime communiste (1949), ne sont disponibles que pour les années 1953-1960, 1965-1966 (elles sont toutefois fragmentaires pour ces deux années), 1970 à 1978 (avec, à nouveau, un caractère fragmentaire) et depuis la « libéralisation » (1979).

La statistique chinoise est donc une statistique à éclipses, qui comporte d'importantes lacunes. Ainsi, sur la période allant de 1960 à 1979, on manque totalement de données globales ; même les chiffres produits récemment sont, le plus souvent, des reconstructions fondées sur des éléments très partiels, notamment des données urbaines. D'où des taux de croissance fantasmagoriques ou des ordres de grandeur plus que contestables.

Ainsi, une grandeur en apparence très aisée à mesurer, comme le nombre des naissances, est l'objet de discussions très vives, en Chine même. Le caractère coercitif de la politique de réduction de la natalité mise en place par le gouvernement à partir de 1971 incite la population à la prudence et à la méfiance envers les autorités, d'où un taux de dissimulation des naissances extraordinairement élevé (environ la moitié pour la population agricole – soit 70 % de la population totale – vers 1990).

Pour l'année 1989, le chiffre officiel des naissances publié par la Commission Nationale de Planification des Naissances s'élève à 16,7 millions. Or le recensement de 1990 en dénombre 24,6 millions. Pourtant, ce recensement n'est lui-même pas exhaustif et le nombre réel pourrait être encore supérieur de 2 à 3 millions, soit 27 à 28 millions. L'écart est donc de l'ordre de la dizaine de millions par an.

De même, le profil d'évolution de la mortalité est tout à fait atypique, aberrant, à l'échelle internationale. D'après la statistique officielle, en effet, l'espérance de vie à la naissance aurait fait un bond spectaculaire entre le début des années 1950 et la fin des années 1970, surtout dans les années 1960. Aucun pays au monde, fût-il de petite taille, ne parvient à des records comparables. Ainsi, selon les séries publiées, entre la période 1950-1955 et la période 1975-1980, l'espérance de vie à la naissance serait passée de 40,8 à 65,8 ans, soit un saut de plus de 25 ans sur une période de 25 ans, autrement dit un allongement de la durée de vie moyenne de un an chaque année. Ce qui est totalement contradictoire avec la stagnation économique qu'a connue le pays pendant cette période et qui a poussé les responsables politiques à opérer le virage libéral de la fin de l'année 1978 ; l'allongement de l'espérance de vie aurait été deux fois plus rapide qu'en Inde. Mais la contradiction déborde sur la période récente. En effet, chacun s'accorde à souligner la rapidité des transformations que connaît la Chine depuis le début des années 1980 ; si les

rythmes de croissance sont sujets à discussion, la réalité du changement n'est pas en cause. Or une telle évolution ne se traduit, curieusement, pas du tout dans les évolutions démographiques ; les progrès de l'espérance de vie deviennent, au contraire, très lents, à peu près trois fois plus lents que durant la période précédente. Comment justifier un tel paradoxe, en l'absence de toute donnée sur l'évolution des indicateurs fondamentaux que sont la nutrition, l'hygiène, les conditions de logement, l'accès à l'eau potable, l'intensité et la qualité de l'encadrement médico-social, les taux de couverture vaccinale, etc. ?

Les résultats d'une enquête représentative sur les conditions de vie, menée sur l'ensemble du territoire chinois en 1987, méritent d'être soulignés, d'autant qu'ils portent sur la population âgée (60 ans et plus), plus frappée par la mortalité. Plus de 85 % des personnes âgées sont des ruraux ; or ces ruraux âgés sont aux 3/4 analphabètes. Parmi ces ruraux, 53 % s'estiment – en dépit de leurs habitudes de frugalité – « mal nourris » (et seulement 15 % convenablement nourris), et trois sur cinq éprouvent des difficultés à se faire soigner par un médecin et ceci par manque d'argent (le système de retraite n'existe guère que pour les fonctionnaires et les militaires). Comment concilier ces faits avec l'espérance de vie affichée, proche de 70 ans en 1987, d'autant qu'il n'existe pas, à notre connaissance, de statistique médicale des causes de décès ?

En ce qui concerne la condition sanitaire de la société chinoise, les statistiques officielles font donc apparaître une évolution douteuse : un allongement tout à fait atypique de l'espérance de vie à la naissance, tant en comparaison de l'évolution des autres pays en développement (et a fortiori des pays communistes de l'ex-sphère soviétique où l'espérance de vie stagne ou régresse depuis les années 1960), qu'au vu de ce que l'on sait de l'histoire épidémiologique de la Chine à partir des années 1950.

## Opacité et développement

La Chine reste un pays opaque. Le degré d'ouverture du pays demeure très faible. Au siècle dernier, face à la menace de colonisation occidentale, la Chine s'est repliée sur elle-même et, à la différence du Japon (qui, à l'époque Meiji, a envoyé des missions spéciales d'observation à l'étranger en vue de s'inspirer des institutions et des techniques jugées les plus appropriées), elle a fait le choix de l'autarcie. Aujourd'hui, l'influence étrangère, encore minime, est limitée à certaines enclaves, le plus souvent côtières et souvent médiatisée par la diaspora chinoise (la population chinoise d'outre-mer représente 55 millions de personnes, soit à peu

près l'équivalent de la population de la France). Le choix de l'ouverture remonte à vingt ans à peine (fin 1978) et surtout, il est très restreint, compte tenu de l'échelle du pays. Les statistiques du commerce extérieur ne doivent pas faire illusion : si l'on exclut la sous-traitance des firmes multinationales, le commerce réalisé par les intermédiaires de Hong-Kong et les opérations des Chinois d'outre-mer, le degré d'ouverture (exportations/PIB) est inférieur à celui de l'Inde. Quant aux échanges de flux humains (étudiants, experts, visiteurs, entrepreneurs, etc.), ils sont encore plus réduits ; la très faible maîtrise de la langue anglaise par la population générale en est un bon reflet. Quant aux migrations internes et à la fameuse « *population flottante* », elles ne doivent pas non plus faire illusion ; la mobilité est toujours contrôlée et réduite ; elle concerne essentiellement des déplacements de proximité. Le retard de l'infrastructure (réseaux routier, ferré, etc.), le coût des transports, le prix des permis de résidence urbains, la pénurie de logements, le chômage urbain, les sanctions à l'arrivée sont autant d'obstacles structurels à la mobilité. Or, de tout temps, la mobilité a été un des vecteurs principaux de l'innovation.

Pareil isolement pose la question de savoir comment – dans une période d'accélération du progrès technique et sous un régime de type soviétique qui aura duré un long quart de siècle – la Chine aurait pu, contrairement au Japon, amorcer son essor économique sans s'appuyer sur l'emprunt des techniques occidentales. Le régime chinois n'est pas connu pour ses prouesses en matière d'espionnage industriel ou d'intelligence économique. Le retard de tous ses systèmes de réseaux (transports, télécommunications, postes, banques, hôpitaux, écoles, informatique, etc.) est patent. L'isolement séculaire du pays n'a pu qu'en freiner la modernisation.







## UNE VARIABLE AISÉMENT REPÉRABLE ET PEU FALSIFIABLE

L'observateur n'est cependant pas dému- ni de tout repère crédible. La Chine n'est pas une pure inconnue statistique. Plutôt que de nous fonder sur des grandeurs financières artificielles et contestables, considérons une variable physique simple et peu falsifiable : le nombre d'habitants par véhicule de tourisme.

Dans les pays de l'OCDE les plus avancés, que ce soit en Amérique du Nord, en Europe occidentale ou en Australie, on compte une voiture pour 2 ou 3 habitants ; même au Japon où la superficie occupée est très petite (1/6<sup>e</sup> du territoire) et la densité réelle extrêmement élevée, le ratio est de 1 véhicule pour 3,4 habitants. Le classement international est clair et très hiérarchisé ; la Russie, par exemple se trouve largement distancée : avec un véhicule pour 15 habitants, elle figure au même rang que le Brésil.

Mais surtout, la Chine apparaît nettement en retard par rapport à l'Inde ; le degré de motorisation individuelle y est bien plus faible : on compterait, en effet, environ 650 habitants pour une voiture en Chine, au lieu de 300 habitants pour une voiture en Inde. Même si, dira-t-on, un tel décalage peut, pour une certaine part, refléter un choix politique – opposé à la voiture individuelle – l'écart est trop grand pour ne pas manifester la faiblesse du niveau de vie ; par ailleurs, nul ne peut créditer les autorités chinoises d'avoir fait le pari écologique : la Chine est précisément l'un des pays du monde où, faute de lobbies et de contre-pouvoir politique, les atteintes à l'environnement sont les plus sérieuses.



## LE MANQUE DE CLAIRVOYANCE DES EXPERTS INTERNATIONAUX

Pourtant les chiffres les plus contradictoires continuent à circuler, émanant des instances internationales les plus respectées, comme la Banque Mondiale. Le paragraphe qui suit illustre à quel point il convient d'être vigilants et critiques à l'égard des écrits des experts habitués aux systèmes ouverts et incapables de décrypter des données partielles, voire « fabriquées » : on connaît les erreurs de la CIA sur la croissance soviétique ou sur l'économie de l'ex-RDA. Rien de plus parlant, à cet égard, que le parallèle classique, mais périlleux, entre la Chine et l'Inde car, autant l'Inde est transparente, autant la Chine demeure impénétrable ; depuis plus d'un siècle, les statistiques indiennes (héritées du système d'administration britannique) sont, par leur fiabilité, comparables à celles de nombreux pays développés et au tout premier rang de celles du tiers-monde. Celles de la Chine sont, au contraire, très imparfaites et, du reste, la Chine est depuis des siècles, pour l'Occident, l'objet de phantasmes exotiques, tantôt roses, tantôt noirs. Pour Voltaire, elle est le modèle du rationalisme ; pour Montesquieu, l'épouvantail du despotisme. Cette oscillation entre les contraires est encore de mise aujourd'hui.

Les estimations successives de la série du revenu par tête en Chine faites depuis 1970 illustrent cette oscillation, surtout si on les compare aux données indiennes. Autant la série indienne est lisse, en progression lente et régulière, donc d'allure normale, autant celle de la Chine décrit d'étranges contorsions qui, à l'évidence, ne peuvent refléter que des variations subjectives, sans aucun rapport avec la réalité (voir page suivante le tableau correspondant.)

En Inde, la méthode de comptabilité nationale est conforme au système international (c'est-à-dire aux conventions des Nations Unies) ; ce n'est pas le cas en Chine. En conséquence, le rapport entre le produit par tête de la Chine et celui de l'Inde décrit une trajectoire tout à fait étrange, invraisemblable :

- au milieu des années 1970, avant même d'avoir entrepris ses réformes (1979), la Chine aurait eu un net avantage de niveau de vie par rapport à l'Inde ;
- l'Inde aurait ensuite connu un rattrapage jusque vers la fin des années 1980, ceci alors même que l'agriculture et le commerce extérieur de la Chine décollaient ;
- depuis 1990, l'Inde serait à nouveau distancée ; or une telle conclusion paraît très douteuse, car l'économie indienne est l'une de celles qui présentent aujourd'hui les plus forts taux de croissance à l'échelle mondiale (de 6 à 7 % par an).

Scène de la vie de Confucius

**Revenu par tête  
en Chine et en  
Inde selon la  
Banque Mondiale,  
en dollars  
courants,  
1970-1996**

Année	Chine	Inde	Rapport Chine/Inde
1970	160	110	1,5
1975	380	140	2,7
1977	410	160	2,6
1978	230	180	1,3
1980	270	230	1,2
1984	310	260	1,2
1987	300	310	1,0
1990	370	360	1,0
1993	490	290	1,7
1995	620	340	1,8
1996	750	380	2,0

Source :  
World Bank,  
The World Bank Atlas,  
Éditions successives.

Autant dire que les données chinoises doivent être examinées avec la plus grande circonspection (le degré de familiarité avec la culture statistique semble si faible que, pour les mêmes indices, en matière démographique, les résultats sur la fécondité de la population chinoise en 1995 variaient d'une publication à l'autre).

S'il est cependant indéniable que, depuis le processus de décollectivisation et de désétatisation de l'économie, un boom est en cours, notamment dans le sud-est du pays, il est malaisé d'en prendre la mesure exacte. On sait qu'avec le développement des zones côtières, des zones franches, des zones économiques spéciales et des technopoles, les inégalités régionales et sociales se sont nettement renforcées et que, sauf à marquer un rattrapage initial, les taux de croissance récents (8 % environ par habitant lors de la période 1985-1996) ont peu de chances d'être valables à l'échelle du pays entier et surtout d'être extrapolables sur la longue durée. Les spéculations qui avaient cours, il y a encore quelques années seulement, sur le rattrapage des États-Unis par la Chine avant l'horizon 2020 et qui émanaient des spécialistes du Fonds Monétaire International demeurent donc, à nos yeux, conditionnelles. Certes, il s'agit de PIB mesuré en parités de pouvoir d'achat, donc de PIB largement revu à la hausse pour la Chine, compte tenu du caractère extrêmement bas de ses prix et de ses salaires. Mais, bien que quatre fois moins peuplés que la Chine, les États-Unis disposent d'une avance technique considérable (la productivité du travailleur dans l'industrie y est 16 fois plus forte qu'en Chine, où la mécanisation est faible) et, surtout, le système américain fait preuve d'une extraordinaire plasticité et d'une capacité permanente d'innovation.

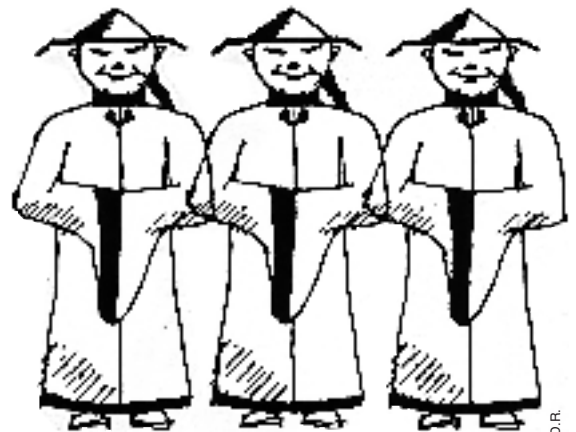
## LE SECRET PSYCHOLOGIQUE DE LA VALEUR DU CHIFFRE : LA CONFIANCE

Comme tout système complexe, comme tout outil de précision, l'administration statistique a besoin de sécurité et de stabilité. Là où le chiffre n'est pas respecté, là où il est soumis à la commande politique, là où celui qui le produit craint pour son avenir, il reflète moins la réalité que l'image que l'on veut en donner.

Or, comme tout régime de parti unique d'inspiration communiste, la Chine a souffert d'un double biais : le biais anti-agricole, qui a abouti à la Grande Famine des Années Noires et corrélativement à la politique drastique de contrôle démographique (politique de l'enfant unique liée à l'incapacité à augmenter les subsistances) ; le biais anti-intellectuel (chaque intellectuel est un suspect potentiel, ouvert aux influences étrangères), qui s'est traduit par la déportation des élites et la destruction de l'appareil statistique.

Le caractère erratique des données chinoises amène aussi et surtout à s'interroger sur la pratique des organisations internationales. Ainsi, le dernier Atlas de la Banque Mondiale (1998) fait état d'un taux de croissance du revenu par habitant à prix constants de 11 % par an entre 1990 et 1996 ; un tel ordre de grandeur est sans équivalent. Il y a donc lieu de penser qu'il s'agit d'une estimation grossière et peu vraisemblable, fournie par les autorités chinoises.

On est, par conséquent, en droit de se demander pourquoi la publication de tels chiffres n'est pas assortie des réserves d'usage dans un tel cas. Les statistiques des organismes internationaux y gagneraient en crédibilité. •



D.P.